



PUBLIÉ LE 17/04/2023

## Appareils de ventilation Philips : l'ANSM saisit la justice

SURVEILLANCE - MATÉRIOVIGILANCE

**Nous avons de nouveau réuni, vendredi 31 mars 2023, les associations de patients, les représentants des professionnels de santé et les prestataires de soins à domicile (PSAD) pour leur partager un point de situation sur le remplacement des appareils de ventilation défectueux Philips. Dans ce cadre, la société Philips a de nouveau été auditionnée.**

**La société Philips n'ayant pas respecté ses engagements et les obligations fixées par notre décision de police sanitaire, nous l'avons mise en demeure de mobiliser tous moyens à sa disposition pour procéder au remplacement des appareils défectueux restants. Nous avons également saisi le procureur de la République.**

La société Philips a annoncé avoir fabriqué et expédié, au 31 mars 2023, 99 % des appareils pression positive continue défectueux (PPC) et 78 % des ventilateurs non support de vie destinés au remplacement des appareils défectueux. En revanche, seul 8% des ventilateurs support de vie ont été livrés aux prestataires de soins à domicile (PSAD) par la société Philips.

Les prestataires de soins à domicile (PSAD) ont cependant pu procéder à des remplacements par des appareils d'autres marques auprès des patients. A fin février 2023, la part estimée d'appareils de pression positive continue défectueux (PPC) remplacé par un autre appareil Philips ou par une autre marque de ventilateur est de 80%, 65,6 % pour les ventilateurs non support de vie et 50 % pour les appareils support de vie.

La société Philips n'a pas respecté ses engagements et les obligations fixées par notre [décision de police sanitaire du 9 février 2022](#), dans laquelle nous exigeons que 100% des appareils de ventilation défectueux soient remplacés au 31 décembre 2022 auprès des prestataires.

**Par conséquent, nous avons mis en demeure la société Philips pour qu'elle mobilise, sans délai, la totalité des moyens à sa disposition afin de procéder au remplacement, au besoin à ses frais, des appareils défectueux restants.**

**Nous avons également saisi le procureur de la République au titre de l'article 40 du code de procédure pénal.**

Nous rappelons, en concertation avec les professionnels de santé, que les patients doivent poursuivre leur traitement. D'après les données disponibles, le risque de cancer lié à l'utilisation de ces ventilateurs et appareils de PPC concernés ne serait pas avéré.

**Lire aussi**